

# Les deux Français enlevés au Niger ont été exécutés

Les deux hommes avaient été capturés vendredi soir dans un restaurant

Deux otages français ont été retrouvés morts, hier, au Niger au lendemain de leur enlèvement, à l'issue d'un affrontement entre des forces de sécurité et leurs ravisseurs près de la frontière malienne.

Leurs corps ont été découverts sans vie, a annoncé le ministère français de la Défense, confirmant une information d'une source gouvernementale nigérienne. Tout laisse à penser qu'ils ont été exécutés par leurs ravisseurs, a déclaré un porte-parole de l'état-major des armées françaises.

"Alors qu'ils se trouvaient dans la zone frontalière, l'opération engagée, coordonnée avec des éléments français présents dans la région, a permis à ces derniers d'intercepter les terroristes à la frontière avec le Mali et de neutraliser certains d'entre eux", ajoute le ministère de la Défense.

Les militaires français, présents dans la région à cause de la présence d'autres otages, sont intervenus pour appuyer les forces nigériennes et empêcher les ravisseurs d'atteindre une zone de

refuge, a précisé le porte-parole de l'état-major. Nicolas Sarkozy, actuellement aux Antilles, a fait part dans un communiqué de sa "profonde tristesse et émotion".

"Le chef de l'État condamne avec la plus grande fermeté cet acte barbare et lâche", lit-on dans le communiqué de l'Élysée.

"Loin d'affaiblir notre détermination, cet acte odieux renforce notre engagement à combattre sans relâche la barbarie terroriste", poursuit le texte.

Il s'agit des deuxième et troisième ressortissants français tués au Sahel en l'espace de six mois.

En juillet dernier, Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) a exécuté un autre otage, Michel Germaineau, en réponse à une opération militaire mauritanienne menée avec l'appui de l'armée française qui avait échoué à retrouver cet homme de 78 ans.

## 5 autres otages français

Cinq autres Français ont été enlevés en septembre dans le nord du Niger, en même temps que deux autres étrangers.

On ignore pour l'heure si ce

nouvel enlèvement est ou non le fait de groupuscules liés à Al Qaïda, dont le chef historique, Oussama ben Laden, a menacé directement la France.

Les deux hommes avaient été enlevés vendredi soir par quatre hommes armés et vraisemblablement arabophones, alors qu'ils dînaient dans un restaurant de la capitale, Niamey.

La garde nationale nigérienne les a pris en chasse en direction du Nord, vers la frontière malien-

ne. Elle a localisé les ravisseurs et les a encerclés, disait le gouvernement en fin d'après-midi, une heure avant l'annonce de leur mort. Les corps des deux Français ont été ramenés à Niamey par avion.

## Repérés dans un bar

Le chef de l'État a, une nouvelle fois, "déconseillé vivement" aux Français de se rendre "dans cette zone" du Sahel tant que les conditions de sécurité ne seront pas meilleures. L'opération de vendredi soir était la première du genre dans la capitale du Niger, perpétrée à des centaines de kilomètres des zones désertiques où les islamistes opèrent.

Selon un témoin qui était présent dans le bar *Le Toulousain*, "quatre hommes portant des turbans et équipés d'armes automatiques ont fait irruption dans l'établissement. Trois sont allés directement à la table où les Français se trouvaient tandis que l'autre restait à l'entrée".

"Les agresseurs parlaient arabe et ont contraint les Français à se retirer avec eux", a-t-il ajouté.

## LA PHRASE

### "Non, non à l'Amérique!"

L'IMAM CHIITE IRAKIEN MOKTADA SADR, RENTRÉ D'IRAN OÙ IL ÉTAIT EN EXIL, A APPELÉ HIER SES PARTISANS À RÉSISTER À TOUS LES OCCUPANTS PRÉSENTS EN IRAK, MAIS PAS NÉCESSAIREMENT PAR LES ARMES. DE NOMBREUX IRAKIENS CRAIGNENT QUE L'IMAM NE REMETTE LE FEU AUX POLIDRES.

## LE CHIFFRE

**1** Shanghai a dépassé Singapour l'an dernier en tant que 1<sup>er</sup> port mondial pour le trafic de conteneurs. Le port chinois est aussi premier pour le trafic total de marchandises.

## LE MOT

**Décapités.** Les corps de quinze hommes, dont quatorze décapités, ont été découverts hier dans la station balnéaire d'Acapulco, dans le sud du Mexique. Les dépouilles des victimes ont été trouvées à l'aube près d'un centre commercial de la ville, accompagnées de messages de menaces qui portent la signature de cartels de la drogue. Destination prisée des touristes, Acapulco est en proie à des violences liées au trafic de drogue. Plus de 30 000 personnes ont été tuées au Mexique depuis le début de l'offensive militaire lancée en 2006 par le président Felipe Calderon contre les cartels de la drogue.

## Un soldat français tué en Afghanistan

Un caporal-chef du régiment de Poitiers est mort, hier, en Afghanistan, devenant le 53<sup>e</sup> soldat français tué depuis le début de l'intervention étrangère dans le pays en 2001 et le premier cette année, annonce l'Élysée.

"Il a été touché par une explosion alors qu'il se trouvait à proximité de son véhicule blindé", lors d'une opération dans la région de Tagab, dit le président de la République dans un communiqué.

Nicolas Sarkozy exprime son émotion et réaffirme "la détermination de la France à continuer d'œuvrer au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité" en Afghanistan.

Même si le contexte est différent d'un pays à l'autre, "l'Algérie, la Tunisie et le Maroc partagent en commun un gros problème: l'absence totale de perspective pour leur jeunesse", souligne

## MAGRHEB

# Risque d'embrassement après la mort de trois émeutiers en Algérie

En Algérie comme en Tunisie, on cherche en vain les signes d'apaisement mais le risque d'embrassement est, au contraire, à redouter. Hier, des émeutes en Algérie ont fait trois morts, dont l'un tout juste âgé de 18 ans, et 300 blessés. En Tunisie, la faculté de Sousse a été prise d'assaut et plusieurs étudiants ont été blessés par les bombes lacrymogènes.

De l'avis des observateurs, ce ne sont ni les quelques ministres remplacés par le président Ben Ali en Tunisie, ni les mesures que devait annoncer le gouvernement algérien, hier, qui devraient ramener le calme. Le discours de "cette caste de septuagénaire usée jusqu'à la corde" ne fait plus illusion, assure Antoine Basbous de l'Observatoire des pays arabes. "Ben Ali est au pouvoir depuis 24 ans. Ce qu'il dit n'est plus pris pour argent comptant. Quant à Bouteflika, il est reclus dans sa résidence privée médicalisée et il n'est plus audible."

Même si le contexte est différent d'un pays à l'autre, "l'Algérie, la Tunisie et le Maroc partagent en commun un gros problème: l'absence totale de perspective pour leur jeunesse", souligne

De nouvelles émeutes ont éclaté hier à Alger et dans l'est du pays, où la présence policière a été renforcée.

Vincent Geisser, chercheur à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam) d'Aix-en-Provence. Comme lui, Antoine Basbous se refuse à toute hypothèse concernant un embrassement de tout le Maghreb. Mais les deux observateurs notent le "même désespoir, le même manque de liberté, de débouchés dans des pays au régime sclérosé, où la jeunesse représente 70% de la population".

Surtout, fait remarquer Antoi-

ne Basbous, "la révolte des étudiants tunisiens, dans un pays où la répression est particulièrement forte, a sans doute donné des ailes aux jeunes Algériens qui se sont dits: s'ils s'autorisent à le faire, nous aussi nous pouvons le faire". Jusqu'où ira cet effet d'entraînement? Nul ne le sait aujourd'hui mais le risque existe. "Il s'agit de mouvements spontanés et donc imprévisibles", ajoute Antoine Basbous. "Si demain des voyous infiltrés par le régime se mettent à voler ou vio-

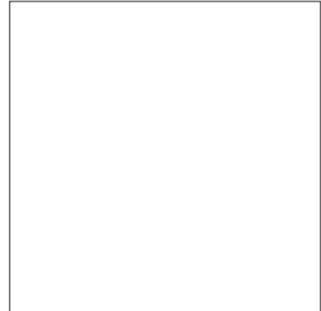
ler, la population se retournera contre eux. Mais si un jeune est tué sous les yeux d'une caméra et que l'image fait le tour du monde, tout peut être différent." Dans un pays comme dans l'autre, la crise couvait. Pour des raisons différentes. En Tunisie, c'est une jeunesse diplômée mais sans avenir qui s'est soulevée. En Algérie, c'est la faim et le chômage qui ont poussé les jeunes dans la rue. "En Algérie, il y a des émeutes toutes les semaines, mais jamais en même temps dans des grandes villes", note Antoine Basbous qui évoque aussi un phénomène, de plus en plus inquiétant. Celui des *harragas*, ces désespérés qui, n'ayant pu fuir leur pays, rejoignent le maquis et les mouvements extrémistes ou au contraire abandonnent leur religion pour les évangélistes de plus en plus présents en Algérie. De quoi sont capables les *harragas* ou ceux qui se sentent victimes de la *hogra*, le mépris? Jusqu'où, les jeunesses algérienne, tunisienne et peut-être demain marocaine dans leur diversité peuvent-elles aller? C'est la plus inquiétante des incertitudes.

Dominique ARNOULT

## ÉTATS-UNIS

# Une parlementaire blessée au cours d'une fusillade

Six personnes ont été tuées et une parlementaire de l'Arizona, Gabrielle Giffords, a été touchée, hier, d'une balle dans la tête, dans cet État du sud des États-Unis, alors qu'elle effectuait une sortie publique, a rapporté la radio américaine (NPR). La radio avait même annoncé que la parlementaire figurait parmi les victimes. Mais nous apprenions peu après qu'elle était toujours vivante et qu'une opération était en cours. Un homme armé a surgi devant elle et a tiré tous azimuts, touchant mortellement six personnes devant une épicerie de Tucson, près de la frontière mexicaine. L'homme aurait été arrêté. Gabrielle Giffords, âgée de 40 ans, est une élue démocrate de la Chambre des représentants. Elle est entrée au Congrès en janvier 2007. Elle



Gabrielle Giffords aurait survécu à l'attaque meurtrière. / PHOTO REUTERS

est mariée à l'astronaute américain Mark Kelly, qui a déjà participé à plusieurs missions spatiales. Giffords dirigeait avant son entrée en politique l'entreprise familiale, un fabricant de pneus et de moteurs automobiles.

# "Il existe un fossé entre le peuple et le gouvernement"

Un calme précaire régnait hier en début de soirée sur les villes algériennes. Les Algérois, forcés de rester chez eux depuis quatre jours, de peur de subir la furia des jeunes révoltés, commençaient hier à sortir "humer" l'odeur des pneus brûlés qui jonchent encore quasiment tous les axes routiers. Les affrontements se sont pratiquement arrêtés dans tous les quartiers d'Alger mis à part quelques sporadiques escarmouches. Mais, "ça peut reprendre à n'importe quel moment", prévient ce jeune algérois qui se souvient des événements d'octobre 88.

Hier soir, les ruelles et venelles de la capitale algérienne offraient un spectacle de champs de bataille. Des pneus calcinés, des branches d'arbres et autres ferrailles encore sur la chaussée renseignent sur la violence du corps à corps entre les jeunes émeutiers et les forces de l'ordre. La majorité des édifices publics et tout ce qui symbolise l'État a été sinon détruit du moins sérieusement endommagé. Bureaux de poste, agences Sonelgaz (électricité), banques publiques et pri-

vées, recette des impôts, centre culturel. Même les propriétés privées comme les supérettes, les concessionnaires automobiles et les boutiques de téléphonie mobile n'ont pas trouvé grâce aux yeux de ces jeunes révoltés et on a pu assister à de véritables scènes de pillage.

Une mise à sac dénoncée par la majorité des Algériens. Le ministre de l'Intérieur, M. Dahou Ould Kablia, qui est intervenu hier sur la radio publique, n'a pas eu de mots assez durs pour qualifier ces actes. "Ce sont des agissements criminels qu'ont commis ces jeunes qui se sont attaqués à des édifices publics et ont pillé des commerces", a-t-il déclaré. Et d'ajouter que ces actes obéissent à des "instincts revanchards" car, a-t-il expliqué, les auteurs (des jeunes) "n'ont rien à voir avec les problèmes économiques". Pour autant, le ministre de l'Intérieur qui a, au passage, confirmé la mort de trois jeunes, un à Msila (sud-est du pays), un autre à Tipaza (ouest d'Alger) et le troisième à Boumerdes (est d'Alger) et le chiffre d'au moins 300 blessés, a ten-

du la main aux émeutiers. "Une large concertation, même avec les jeunes, sera lancée pour trouver des solutions aux problèmes posés."

Hier soir, un conseil interministériel était réuni pour tenter de juguler la hausse subite des prix alimentaires, à l'origine de ces révoltes. Le gouvernement a décidé de supprimer temporairement certaines taxes sur le sucre et l'huile alimentaire, pressant les distributeurs d'en répercuter les effets pour enrayer la hausse des prix des produits alimentaires de base. Cela sera-t-il suffisant pour redonner confiance aux jeunes algériens? Pas sûr. Le ministre lui-même a fait hier un aveu lourd de sens en reconnaissant l'existence d'un "fossé entre le peuple et le gouvernement". Dans le pays, les indicateurs économiques et financiers sont au vert pendant que les conditions de vie virent au rouge. Sous état d'urgence depuis 1992, les Algériens étouffent sous les interdits alors que la jet-set algéroise proche du régime vit à la "parisienne" à Alger.

Hamid AIT OUALI, à Alger